

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2004

Etaient présents : MM. MERCIER, MAMERE, JOANDET, Mme BUISSON, M. SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, M. DUBOST, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, M. RAYNAUD, Mmes FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HEGOBURU, VIGANO, Melle CERON, Mme RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mme ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. PINAUD à M. LABARTHE
M. PEREZ à M. DRESS
M. BEZIADE à M. JOANDET
Mme JEAN à Mme BUISSON
Mme TEXIER à M. DENOYELLE
M. FONSECA à M. MAMERE (à partir de la délibération n° 1)
M. RABEAU à M. PARIS (à partir de la délibération n° 10)

Absents :

M. MULLIEZ (à partir de la délibération supplémentaire)
M. BRU (à partir de la délibération supplémentaire)

Secrétaire de la séance : Mme VIGANO

MOTION

Motion présentée par Madame TSITSICHVILI :

Mes Chers Collègues,

A la suite d'une mesure de suspension administrative d'un mois prononcée par le Ministre de l'Intérieur, Noël MAMERE ne peut aujourd'hui présider le Conseil Municipal de la Ville de Bègles.

Au delà des appréciations que nous portons les uns et les autres sur le mariage auquel il a procédé le 5 juin dernier, le Conseil Municipal dénonce cette sanction disproportionnée et au caractère politique affirmé.

Noël MAMERE n'a pas refusé d'organiser des élections, il n'a jamais été pris en défaut de bonne gestion de l'argent public.

Aussi, le Conseil Municipal affirme que la légitimité du Maire de Bègles Noël MAMERE n'est pas remise en cause ; il fait confiance au 1^{er} Adjoint Michel MERCIER pour exercer les fonctions qui lui sont attribuées pendant cette période.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 32 VOIX POUR – 2 CONTRE – 1 NE PARTICIPE PAS
DÉLIBÉRATION SUPPLÉMENTAIRE

AUTORISATION DU CONSEIL MUNICIPAL POUR NOMMER MAÎTRE DIROU, AVOCAT, POUR CONSEILLER ET REPRÉSENTER LA COMMUNE SUR LE DOSSIER DU MARIAGE DU 5 JUIN 2004

Cette délibération est nécessaire dans le cadre de la procédure d'urgence dans la mesure où nous avons été informés, par courrier recommandé en date du 23 juin 2004, par le Tribunal Administratif de Bordeaux qu'un délai de 10 jours nous était imparti pour présenter notre mémoire. Le Conseil désigne Maître Jérôme DIROU, Avocat, pour conseiller et représenter la Commune sur le dossier du mariage du 5 juin 2004

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

1. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2003

Le Compte Administratif 2003 est **ADOPTÉ À LA MAJORITÉ** par 27 VOIX POUR et 5 ABSTENTIONS.

2. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2003

Le Conseil décide de la répartition du résultat de la Section de Fonctionnement.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

3. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES RELATIVES À L'ARTICLE 11 DE LA LOI 95-127 DU 8 FÉVRIER 1995

L'action en matière d'acquisitions et de cessions menée par la Ville est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

4. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2003

Le Compte de Gestion de Monsieur le Percepteur pour l'exercice 2003 corroborant le Compte Administratif est approuvé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

5. BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2004

Le Budget Supplémentaire 2004 est **ADOPTÉ À LA MAJORITÉ** par 28 VOIX POUR et 5 ABSTENTIONS.

6. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Il est décidé de créer, à compter du 25 juin 2004, un emploi d'attaché territorial à temps complet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

7. RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE CHARGÉ DE COMMUNICATION

Il est décidé de renouveler cet emploi dans la mesure où la nature des fonctions et les besoins de la Ville le justifient.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

8. RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE RESPONSABLE DE MAISON DE QUARTIER

Considérant la nécessité de maintenir ce poste dans la mesure où la nature des fonctions et les besoins de la Ville le justifient, il est décidé de renouveler à compter du 1^{er} octobre 2004 un emploi permanent à temps complet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

9. RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE CHARGÉ DE MISSION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT

Considérant la nécessité de maintenir ce poste dans la mesure où la nature des fonctions et les besoins de la Ville le justifient, il est décidé de renouveler, à compter du 1^{er} octobre 2004, un emploi permanent à temps complet de responsable du développement du sport.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

10. DÉCISION DE PRINCIPE D'ACQUÉRIR LE CENTRE DE FORMATION DU C.A.B.B.G. SIS 25 RUE DELPHIN LOCHE

Le Conseil Municipal se prononce favorablement sur le principe d'acquisition par la Ville des locaux abritant le centre de formation du C.A.B.B.G. afin de permettre au club amateur de poursuivre son activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

11. PARTICIPATION DE LA VILLE À L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA S.A.E.M.C.I.B.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'O.R.U. Quartier Nord-Est/Yves Farge/Terres Neuves par la S.A.E.M.C.I.B., il est décidé de procéder à l'augmentation de son capital afin qu'elle puisse mener cette opération.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

12. DEMANDE DE PRÉEMPTION À DES FINS COMMUNALES DES PARCELLES AZ 13 ET 14 SISES RUE DILLY

Dans le cadre du réaménagement et l'extension du Parc de Mussonville, il convient d'acquérir ces parcelles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

13. DEMANDE DE PRÉEMPTION À DES FINS COMMUNALES DE LA PARCELLE AI 2 SISE 167 AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC

Il est décidé d'acquérir cette parcelle dans l'attente des conclusions de l'étude confiée à l'A'URBA dans le cadre de la recomposition urbaine du quartier Nord-Est.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

14. AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX DE LA BAIGNADE D'ÉTÉ À LA PLAINE DES SPORTS

Des adaptations au marché initial concernant le captage des sources dans la zone de baignade immergées étant nécessaires, il convient de passer un avenant avec l'Entreprise MOTER.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

15. CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER DES TERRES NEUVES (E.C.M.M.) À LA S.A.E.M.C.I.B. DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT ET REMISE DE L'EMPRISE DES BÂTIMENTS DESTINÉS À ACCUEILLIR DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Il est décidé, dans le cadre de la Convention Publique d'Aménagement, de céder à la S.A.E.M.C.I.B. les terrains des Terres Neuves au prix de 1.524.490,17 Euros auquel seront déduites les ventes réalisées et à réaliser avant la signature définitive de l'acte.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

16. AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX DE RÉNOVATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES SALLE GASTON ET JEAN MARTIN

Des adaptations s'étant avérées nécessaires lors du déroulement du chantier, il convient de passer un avenant au marché initial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

17. SIXIÈME ÉDITION DU RADIS RAID BÉGLAIS

Le Conseil approuve le plan de financement présenté pour la 6^{ème} édition du Radis Raid et décide de solliciter auprès du Conseil Général et de partenaires privés l'attribution de subventions pour la réalisation de cette manifestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

18. EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LES SPECTACLES SPORTIFS POUR L'ANNÉE 2005

Le Conseil décide d'exonérer totalement l'ensemble des manifestations sportives de la taxe sur les spectacles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

19. TARIFICATION AVIRON

Le Conseil approuve le montant des droits d'inscription pour l'activité Aviron à compter du 1^{er} juillet 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR

20. IMPLANTATION D'UN COMMERÇANT NON SÉDENTAIRE AUX ABORDS DE LA BAIGNADE DE LA PLAINE DES SPORTS

Le Conseil Municipal autorise l'implantation d'un commerçant non sédentaire. Ce dernier devra s'acquitter d'un droit de place et d'un forfait électricité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 33 VOIX POUR